

### Chapitre 3 : De la direction de la prévention des Catastrophes et de la réduction des risques

Article 7 : La direction de la prévention des catastrophes et de la réduction des risques est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- étudier et proposer de concert avec les ministères intéressés les politiques et les stratégies en matière de prévention des catastrophes et de réduction des risques ;
- développer et vulgariser les méthodes et les techniques de prévention, de réduction de risques et lutte contre les catastrophes ;
- élaborer une cartographie des catastrophes et des zones à risques ;
- identifier, évaluer les risques de catastrophes et promouvoir les systèmes d'alerte précoce ;
- renforcer les capacités de préparation aux urgences par l'information, l'éducation et la communication ;

Article 8 : La direction de la prévention des catastrophes et de la réduction des risques comprend :

- le service de la prévention des catastrophes ;
- le service de la réduction des risques ;
- le service de l'information, de la documentation et de la recherche.

### Chapitre 4 : De la direction de l'assistance humanitaire

Article 9 : La direction de l'assistance humanitaire est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- étudier et proposer, de concert avec les ministères intéressés, les politiques et les stratégies en matière de secours d'urgence et de réhabilitation ;
- développer les méthodes et les techniques de mobilisation des citoyens en cas de calamités, de catastrophes naturelles, ou anthropiques ;
- étudier, prévoir et mettre en œuvre les mécanismes et les différentes formes d'actions humanitaires ;

Article 10 : La direction de l'assistance humanitaire comprend :

- le service de l'évaluation et des expertises humanitaires ;
- le service d'assistance aux victimes des catastrophes ;
- le service de la logistique ;
- le service de l'information, de la documentation et de la recherche.

### Chapitre 5 : De la direction administrative et financière

Article 11 : La direction administrative et financière

est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- assurer la gestion administrative du personnel ;
- gérer et exécuter le budget ;
- gérer et contrôler le matériel.

Article 12 : La direction administrative et financière comprend :

- le service administratif ;
- le service du personnel ;
- le service des finances et du matériel.

### Chapitre 6 : Des directions départementales

Article 13 : Les directions départementales de l'action humanitaire sont régies par des textes spécifiques.

### TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 14 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 15 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 16 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 septembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

La ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité,

Emilienne RAOUL

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

**Décret n° 2010 – 608 du 21 septembre 2010** portant attributions et organisation de la direction générale de la solidarité

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-400 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministère des affaires sociales, de

l'action humanitaire et de la solidarité ;  
Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité.

Décrète :

## TITRE I - DES ATTRIBUTIONS

Article premier : La direction générale de la solidarité est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de solidarité.

Elle est chargée, notamment, de :

- élaborer et mettre en œuvre la politique nationale de solidarité;
- élaborer et mettre en œuvre les programmes de lutte contre les exclusions et les marginalisations;
- élaborer, coordonner et mettre en œuvre les programmes et les plans d'action de solidarité nationale ;
- vulgariser les valeurs de solidarité nationale ;
- promouvoir toute action visant à consolider la cohésion sociale ;
- participer à l'élaboration des filets de protection sociale susceptibles de renforcer la solidarité nationale ;
- définir les modalités de gestion, de suivi et de contrôle des fonds de solidarité;
- développer les stratégies de mobilisation des ressources ;
- élaborer et mettre en œuvre les stratégies de financement de la politique de solidarité ;
- favoriser la concertation des différents acteurs oeuvrant dans le domaine de la solidarité;
- évaluer les programmes et stratégies de solidarité ;
- participer et veiller à l'application des modalités d'intervention des institutions d'entraide et des mutuelles dans le cadre de la solidarité ;
- initier ou participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes spécifiques de prise en charge des personnes et groupes de personnes vulnérables ;
- développer le partenariat avec le secteur privé, les individualités, les organisations non gouvernementales et les associations oeuvrant dans le domaine de la solidarité internationale ;
- élaborer et mettre en œuvre les programmes de développement communautaires dans le cadre de la solidarité ;
- élaborer et mettre en place un système d'information relatif à la solidarité nationale ;
- gérer les ressources humaines, financières et le matériel.

## TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La direction générale de la solidarité est dirigée et animée par un directeur général.

Article 3 : La direction générale de la solidarité, outre le secrétariat de direction, comprend :

- la direction de la promotion de la solidarité ;
- la direction des programmes de solidarité ;
- la direction administrative et financière.

### Chapitre 1 : Du secrétariat de direction

Article 4 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé de tous les travaux de secrétariat, notamment, de :

- réceptionner et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée.

### Chapitre 2 : De la direction de la promotion de la solidarité

Article 6 : La direction de la promotion de la solidarité est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- promouvoir les valeurs de solidarité nationale ;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies, plans et programmes de promotion des valeurs de solidarité;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies de promotion des programmes visant la prise en charge durable des groupes vulnérables ;
- élaborer et mettre en œuvre les stratégies de promotion des initiatives communautaires dans le cadre de la solidarité nationale ;
- vulgariser les initiatives individuelles et collectives, susceptibles de renforcer la cohésion sociale;
- vulgariser les bonnes pratiques collectives de solidarité nationale ;
- développer le partenariat avec le secteur privé, les individualités, les organisations de la société civile ainsi que les communautés dans le cadre de la promotion de la solidarité ;
- élaborer et mettre en œuvre des plans de mobilisation des fonds de solidarité au plan national et international ;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies de financement des programmes de solidarité et d'entraide en faveur des personnes et groupes de personnes vulnérables ;
- initier ou participer aux initiatives de plaidoyer pour l'élaboration de régimes de sécurité sociale ;
- concevoir et mettre en œuvre le système d'information relatif à la promotion de la solidarité.

Article 7 : La direction de la promotion de la solidarité comprend :

- le service de la méthode de promotion de la solidarité ;
- le service de la promotion des actions de solidarité

- actives ;
- le service de l'information, de la documentation et de la recherche.

### Chapitre 3 : De la direction des programmes de solidarité

Article 8 : La direction des programmes de solidarité est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- élaborer et mettre en œuvre des stratégies d'identification et de valorisation des actions de solidarité ;
- constituer un portefeuille de projets individuels et collectifs ;
- définir les modalités de gestion du portefeuille des projets de solidarité ;
- élaborer et mettre en œuvre un plan de marketing pour mobiliser les individualités et autres acteurs du secteur public et privé, des organisations de la société civile, des communautés autour des actions de solidarité ;
- constituer et veiller à la mise à jour des connaissances sur les risques d'exclusion et de marginalisation des communautés ;
- définir et veiller à l'application de la réglementation sur les modalités de gestion, de suivi et de contrôle des fonds produits par l'élan de solidarité ;
- élaborer et mettre en œuvre les mécanismes facilitant l'accès des personnes et groupes de personnes vulnérables aux sources de financement publiques et privées ;
- élaborer et mettre en œuvre des stratégies de financement des initiatives communautaires ;
- participer au renforcement des capacités de gestion des projets de solidarité des personnes et des communautés ;
- concevoir et mettre en œuvre le système d'information relatif au développement de la solidarité.

Article 9 : La direction des programmes de solidarité comprend :

- le service des projets ;
- le service de marketing social ;
- le service de l'information, de la documentation et de la recherche.

### Chapitre 4 : De la direction administrative et financière

Article 10 : La direction administrative et financière est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- assurer la gestion administrative du personnel gérer et exécuter le budget ;
- gérer et contrôler le matériel.

Article 11 : La direction administrative et financière comprend :

- le service administratif ;
- le service du personnel ;
- le service des finances et du matériel.

### TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 12 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que besoin, sont fixées par un arrêté du ministre.

Article 13 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 14 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 septembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

La ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité,

Emilienne RAOUL

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS.

### MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

**Arrêté n° 7069 du 24 septembre 2010** déclarant d'utilité publique, l'acquisition foncière et les travaux d'aménagement de la zone située dans le périmètre d'exploitation du permis dit « Permis Mengo » dans le département du Kouilou.

Le ministre des affaires foncières et du domaine public,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-88 du 17 septembre 1988 sur l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et foncier ;

Vu la loi n° 011-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier ;